

Received: 15/03/2025

Accepted: 02/05/2025

Published: 26/07/2025

Volume/Issue: 2(2)

Pub Date Season: Summer

Pages: 75-90

Cite as : Diallo, A. M., Zerbo, S. M., Komina, A., & Sangaré, M. B. (2025). Analyse théorique de la demande de monnaie dans les économies à faible bancarisation. *Interdisciplinary Finance and Development Journal*, 2(2), 75-90.

Analyse théorique de la demande de monnaie dans les économies à faible bancarisation

Abdoulaye Mohamed DIALLO¹, Sidy Modibo ZERBO², Adama KOMINA³, Mahamadou Beïdaly SANGARE⁴

¹ Doctorant, Ecole Doctorale « Droit-Economie-Sciences Sociales-Lettres et Arts » ED-DESSLA Mali, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Bamako (FSEG), Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), dialloba41@gmail.com, ORCID : 0009-0009-0141-0822

² Doctorant, Ecole Doctorale « Droit-Economie-Sciences Sociales-Lettres et Arts » ED-DESSLA Mali, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Bamako (FSEG), Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), zerbosidymodibo@gmail.com, ORCID : 0009-0003-7933-2787

³ Doctorant, Ecole Doctorale « Droit-Economie-Sciences Sociales-Lettres et Arts » ED-DESSLA Mali, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Bamako (FSEG), Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), adamakomina@gmail.com, ORCID : 0009-0004-8022-6620

⁴ Enseignant chercheur, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

DOI : 10.5281/zenodo.16452456

RÉSUMÉ

Cet article propose une réflexion théorique sur la demande de monnaie dans les économies caractérisées par une faible bancarisation, souvent observées dans les pays en développement ou à revenu intermédiaire. Contrairement aux modèles monétaires classiques qui reposent sur l'hypothèse d'un système bancaire bien développé et d'une large inclusion financière, les économies faiblement bancarisées présentent des dynamiques monétaires spécifiques, influencées par la prédominance du secteur informel, la faible confiance dans les institutions financières et la préférence pour les transactions en numéraire. À partir des approches traditionnelles de la demande de monnaie – notamment les théories de Cambridge, de Keynes, de Baumol-Tobin et de Friedman – cet article examine dans quelle mesure ces modèles restent pertinents dans un contexte de faible bancarisation.

Mots clés : Bancarisation, Revenu, Financière, Classique, Monnaie

Theoretical analysis of money demand in low-banking economies

ABSTRACT

This article proposes a theoretical reflection on the demand for money in economies characterised by low banking penetration, often observed in developing or middle-income countries. Contrary to conventional monetary models, which assume a well-developed banking system and widespread financial inclusion, low-banking economies present specific monetary dynamics, influenced by the predominance of the informal sector, low confidence in financial institutions and a preference for cash transactions. Based on traditional approaches to money demand - notably the theories of Cambridge, Keynes, Baumol-Tobin and Friedman - this article examines the extent to which these models remain relevant in the context of low banking penetration.

Keywords: Bancarisation, Income, Financial, Classical, Money

Introduction

La demande de monnaie constitue un axe fondamental de l'analyse macroéconomique, en particulier dans l'élaboration des politiques monétaires efficaces. Elle reflète la relation entre le stock de monnaie détenu par les agents économiques et divers facteurs tels que le revenu, le niveau des prix, les taux d'intérêt ou encore les innovations financières. Cependant, dans les économies à faible taux de bancarisation, principalement situées en Afrique subsaharienne, cette relation s'avère plus complexe à appréhender. La faiblesse des infrastructures financières, la prédominance des transactions en espèces et l'informalité de larges segments de l'économie modifient profondément les fondements classiques de la demande de monnaie (Ndiaye, 2009 ; Agénor & Montiel, 2008).

Dans les modèles traditionnels tels que celui de Baumol-Tobin (1952 ; 1956) ou l'approche keynésienne de la préférence pour la liquidité (Keynes, 1936), la demande de monnaie est fortement influencée par le développement du système financier et l'accès aux services bancaires. Or, dans les économies faiblement bancarisées, ces hypothèses sont largement invalidées. L'épargne y est souvent informelle, les instruments de paiement modernes sont peu utilisés, et la monnaie fiduciaire demeure le principal vecteur des échanges. Par conséquent, la modélisation de la demande de monnaie dans ces contextes nécessite une adaptation des cadres théoriques classiques afin de mieux intégrer les spécificités institutionnelles, sociales et économiques locales (Andrianaivo & Kpodar, 2012).

L'intérêt de cette analyse théorique réside ainsi dans la nécessité de revisiter les fondements de la demande de monnaie pour les rendre plus pertinents dans des environnements caractérisés par une faible intermédiation financière, une économie dominée par le secteur informel, et une faible inclusion bancaire. Une telle démarche permet de mieux comprendre les mécanismes monétaires à l'œuvre dans ces économies et d'éclairer les décisions de politique monétaire, notamment en matière de ciblage de l'inflation et de contrôle de la masse monétaire (Friedman, 1956 ; Mishkin, 2019).

Cet article se propose donc d'examiner les principales approches théoriques de la demande de monnaie, en les confrontant aux réalités des économies à faible bancarisation. Il mettra en lumière les limites des modèles traditionnels dans ces contextes et explorera les ajustements conceptuels nécessaires à une meilleure compréhension de la demande de monnaie dans les économies africaines notamment.

Afin de réussir à cette démarche cet article sera reparti en trois (3) parties notamment la méthodologie en première partie, suivie de la présentation des résultats en deuxième partie et enfin la conclusion en troisième partie.

Méthodologie

Cette étude s'appuie sur une approche qualitative et théorique, fondée exclusivement sur l'exploitation de données secondaires. L'objectif étant d'analyser et de confronter les principales théories de la demande de monnaie à la réalité des économies à faible bancarisation, la méthodologie repose sur une revue critique de la littérature existante et l'analyse de données issues d'organismes internationaux et régionaux.

La démarche est essentiellement analytique et déductive car elle vise à revisiter les modèles classiques de la demande de monnaie (Keynésien, monétariste, Baumol-Tobin, etc.), confronter ces approches aux spécificités structurelles et institutionnelles des économies à faible bancarisation et identifier les limites des modèles standards dans ces contextes.

Les données mobilisées proviennent de sources fiables et reconnues, telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et d'autres banques centrales africaines, pour les rapports sur l'évolution de la masse monétaire, les comportements de paiement et les politiques monétaires dans des zones à faible bancarisation et enfin la littérature académique (articles scientifiques, ouvrages spécialisés), afin de cerner les fondements théoriques et les évolutions des modèles de demande de monnaie (Friedman, 1956 ; Agénor & Montiel, 2008).

Résultats

2.1 Les théories de la demande de monnaie

Les résultats de cette étude nous ont permis d'identifier et classer les différentes théories indispensables à la compréhension de la demande de monnaie. Les théories de la demande de monnaie ont évolué au fil du temps, reflétant diverses approches économiques. Ces théories expliquent les raisons pour lesquelles les agents économiques détiennent de la monnaie, ce qui explique pour la formulation des politiques monétaires. Ces principales théories sont entre autres:

2.1.1 La Théorie classique de la demande de monnaie (ou approche de Cambridge)

Elle repose sur l'idée que la monnaie est demandée en fonction du revenu, à savoir que les agents économiques détiennent de la monnaie pour faciliter les transactions. Selon cette théorie, la demande de monnaie est directement liée au niveau des transactions dans l'économie.

Les économistes classiques, comme Alfred Marshall (1890), soutiennent que la demande de monnaie est liée au volume des transactions économiques, et que cette demande varie avec le niveau des revenus.

2.1.2 La Théorie keynésienne de la demande de monnaie

John Maynard Keynes (1936), dans sa célèbre œuvre *The General Theory of Employment, Interest and Money*, a proposé une théorie de la demande de monnaie qui dépasse la simple relation avec le revenu. Selon lui, la demande de monnaie est stimulée par trois motifs principaux qui sont d'abord le motif de transaction, ensuite le motif de précaution et enfin le motif de spéculation

2.1.3 La Théorie de la demande de monnaie monétariste (ou théorie quantitative de la monnaie)

Les monétaristes, dirigés par Milton Friedman (1960), reprennent une forme plus moderne de la théorie quantitative de la monnaie. Selon cette théorie, la demande de monnaie est fonction du revenu et de la vitesse de circulation de la monnaie. Il propose que la demande de monnaie soit stable et déterminée par des facteurs tels que le revenu et la richesse.

2.1.4 La Théorie de la demande de monnaie des nouveaux classiques (ou approche de Lucas)

Les économistes des nouvelles écoles classiques, comme Robert Lucas (1972), critiquent l'approche keynésienne en soulignant l'importance des anticipations rationnelles et du rôle des chocs externes dans la demande de monnaie. Selon lui, la demande de monnaie dépend de l'anticipation des agents économiques face aux politiques monétaires et à l'inflation. Il soutient que les agents ajustent leurs demandes de monnaie en fonction des informations disponibles et

anticipent les effets futurs des politiques économiques, ce qui modifie leur comportement monétaire de manière dynamique et réactive.

2.1.5 La Théorie de la demande de monnaie des régimes d'inflation anticipée

Dans le cadre de cette théorie, développée par des économistes comme Tobin (1958) et Friedman (1960), la demande de monnaie est également perturbée par l'inflation anticipée. Si les agents prévoient une inflation future, ils réduiront leur demande de monnaie au profit d'actifs plus rentables, comme les obligations, les actions ou l'or.

2.1.6 La Théorie de la demande de monnaie basée sur les actifs

Les économistes modernes, comme James Tobin (1958), ont mis en avant une approche où les agents économiques choisissent un portefeuille d'actifs, comprenant à la fois de la monnaie et d'autres actifs financiers. La demande de monnaie dépend des rendements de ces actifs et des préférences des agents pour la liquidité.

Tobin (1958) propose que la demande de monnaie soit fonction de l'équilibre entre la rentabilité des actifs non monétaires et la liquidité de la monnaie.

Ces différentes théories de la demande de monnaie se distinguent entre elles par les facteurs qu'elles considèrent comme déterminants dans le choix des agents économiques. Certaines insistent sur le revenu comme facteur principal, d'autres sur l'anticipation des taux d'intérêt, et d'autres encore sur le comportement des agents face à l'incertitude économique. Chaque approche offre des éclairages différents sur la manière dont la monnaie est demandée dans une économie.

2.2 Les déterminants de la demande de monnaie

La demande de monnaie désigne la quantité de monnaie que les agents économiques désirent détenir à un moment donné, en fonction de divers facteurs. Cette demande agit sur les déterminants macroéconomiques généraux, mais ces facteurs peuvent varier en fonction du niveau de développement des pays. Ainsi, la demande de monnaie peut être étudiée dans une perspective générale, mais elle prend des formes spécifiques lorsqu'on la distingue entre les pays développés (PD) et les pays en développement (PED).

Les principaux déterminants de la demande de monnaie comprennent d'abord le niveau du revenu, les taux d'intérêt, l'inflation, et les préférences des agents économiques. Selon Keynes (1936), la demande de monnaie pour les transactions est directement liée au niveau du revenu national, c'est-à-dire que plus le revenu est élevé, plus la demande de monnaie pour les transactions augmente. Le taux d'intérêt, quant à lui, se présente comme un des facteurs essentiels de la demande de monnaie, puisque les agents économiques tendent à substituer la monnaie par d'autres actifs financiers lorsque les taux d'intérêt sont élevés (Keynes, 1936). Ce phénomène est particulièrement marqué dans les pays développés, où les marchés financiers sont plus développés, et où les taux d'intérêt font l'arbitre entre détention de liquidités et d'autres formes d'actifs (Friedman, 1968).

Dans les pays développés (PD), la demande de monnaie est relativement stable et prévisible. Les individus et les entreprises disposent généralement de mécanismes financiers délicats pour gérer leur liquidité, ce qui signifie que la demande de monnaie est surtout dominée par des facteurs tels que les taux d'intérêt et les anticipations économiques (Friedman, 1968). En revanche, dans les pays en développement (PED), la demande de monnaie est souvent plus fragile et éphémère, en raison des imperfections du marché financier et de l'inflation élevée. Selon Mishkin (1992), dans ces pays, les agents préfèrent souvent détenir de la monnaie comme réserve de valeur, en raison de la faible confiance dans les institutions financières et la monnaie locale. La forte inflation et l'instabilité économique peuvent inciter les agents à chercher à préserver leur pouvoir d'achat à travers la détention de liquidités, car les alternatives d'investissement sont perçues comme risquées.

Ainsi, les déterminants de la demande de monnaie sont multiples et dépendent largement du niveau de développement économique, de la stabilité monétaire et des caractéristiques institutionnelles des pays. Une approche différenciée est donc essentielle pour comprendre le comportement des agents économiques dans ces deux types de régions.

Afin de mieux cerner les facteurs qui marquent la demande de monnaie, il convient de distinguer les contextes macroéconomiques spécifiques aux pays développés et aux pays en développement. Le tableau suivant propose une synthèse des principaux déterminants, en soulignant leurs différences structurelles.

| Déterminants | Pays Développés | Pays en Développement |
|--|--|---|
| Revenu réel (PIB) | Déterminant principal, lié à l'activité économique stable | Déterminant majeur, mais avec volatilité due aux chocs exogènes |
| Taux d'intérêt | Influence forte sur la préférence entre liquidité et placement | Influence souvent limitée (marchés financiers peu développés) |
| Niveau des prix / Inflation | inflation anticipée modérée et relativement stable | Inflation souvent élevée et instable, affectant la détention de monnaie |
| Innovation financière | Forte adoption des moyens de paiement électroniques | Innovations limitées, dépendance à la monnaie fiduciaire |
| Habitudes de paiement | Préférence pour les moyens scripturaux (cartes, virements) | Usage dominant de l'espèce (cash) |
| Structure financière et bancarisation | Système bancaire étendu, taux de bancarisation élevé | Système bancaire restreint, faible bancarisation |
| Stabilité monétaire et institutionnelle | Institutions financières solides et crédibles | instabilité politique ou économique fréquente |
| Taux de change | Stable, peu influent sur la demande de monnaie domestique | Forte influence, notamment en cas de dollarisation partielle |
| Taille du secteur informel | Faible, traçabilité des flux monétaires | Élevée, favorisant la circulation hors secteur bancaire |

source : Auteur

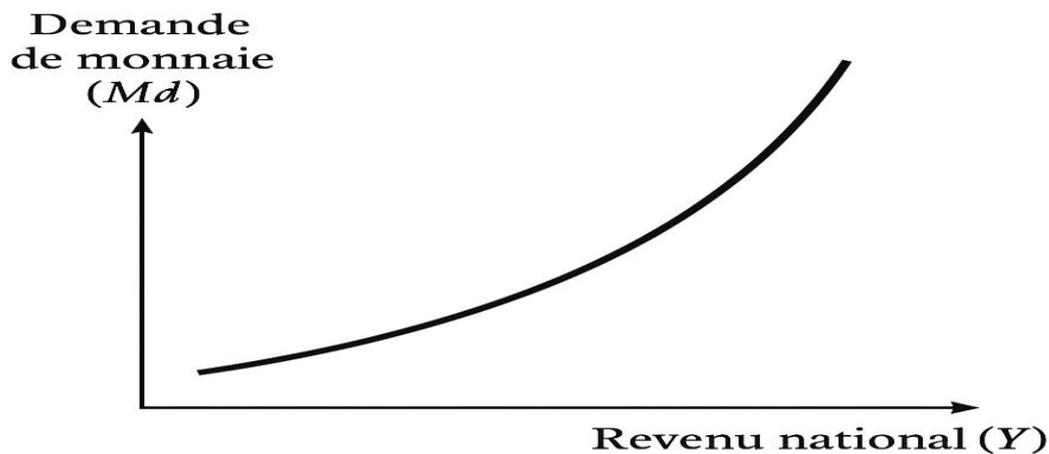
Comme le montre ce tableau, les déterminants classiques comme le revenu réel et le taux d'intérêt demeurent centraux dans les économies développées. En revanche, dans les pays en développement, les spécificités telles que la taille du secteur informel, le faible niveau de bancarisation et l'instabilité macroéconomique jouent un rôle prépondérant (Agénor et Montiel, 2008 ; Nachega, 2001).

2.2.1 Le revenu et le niveau d'activité économique

Le revenu et le niveau d'activité économique sont des déterminants essentiels de la demande de monnaie, tant dans les pays développés (PD) que dans les pays en développement (PED). En

termes généraux, la demande de monnaie est étroitement liée au revenu, car celui-ci a un impact direct sur les besoins en liquidités des agents économiques. Plus le revenu national augmente, plus la demande de monnaie pour les transactions économiques accroit.

Demande de monnaie en fonction du revenu national



Source : StudySmarter FR

La courbe de la demande de monnaie représente la relation entre la quantité de monnaie que les individus souhaitent détenir et le taux d'intérêt.

Ainsi, la demande de monnaie est une fonction croissante du revenu national. Cela signifie que, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation du revenu entraîne une augmentation de la demande de monnaie.

Selon la théorie keynésienne, la demande de monnaie pour les transactions est une fonction croissante du revenu national (Keynes, 1936), ce qui signifie que les individus et les entreprises auront tendance à détenir plus de monnaie à mesure que leur niveau de revenu augmente pour financer des achats et des investissements.

Dans les pays développés, où l'économie est généralement plus stable et où les marchés financiers sont plus raffinés, le lien entre revenu et demande de monnaie est relativement direct. L'activité économique, mesurée par des indicateurs tels que le PIB, agit sur cette relation.

L'augmentation de l'activité économique se traduit par une demande accrue de biens et services, ce qui génère une plus grande demande de monnaie pour les transactions. En outre, dans ces économies avancées, la demande de monnaie est également réglée par les structures financières complexes et l'usage généralisé des instruments financiers, qui permettent aux agents économiques de substituer la monnaie par des actifs financiers en fonction de l'évolution des taux d'intérêt (Friedman, 1968). Selon Tobin (1958), les agents économiques dans les pays développés tendent à ajuster leur portefeuille d'actifs, y compris la monnaie, en fonction des conditions économiques et des anticipations.

Dans les pays en développement, le lien entre revenu et demande de monnaie est souvent moins linéaire et plus manœuvré par des facteurs structurels. Dans ces économies, la faiblesse des institutions financières, l'inflation élevée et les chocs économiques¹ fréquents peuvent rendre la demande de monnaie moins sensible à l'augmentation du revenu (Mishkin, 1992). En effet, dans les PED, la demande de monnaie peut être davantage orientée par des considérations de précaution, où les agents préfèrent conserver des liquidités face à des risques économiques importants, tels que la dévaluation de la monnaie² ou l'instabilité politique. La faible bancarisation et l'insuffisance des services financiers obligent les agents à utiliser davantage de monnaie liquide pour faire face à leurs besoins de transaction, même lorsque le revenu augmente. En outre, dans certains PED, les revenus peuvent être relativement bas et instables, ce qui limite les effets de la croissance économique sur la demande de monnaie pour les transactions (Mishkin, 1992).

Ainsi, bien que le revenu et l'activité économique infléchissent la demande de monnaie dans tous les types d'économies, leur impact varie en fonction du contexte spécifique des pays développés et en développement. Les économies développées connaissent généralement une relation plus stable et prévisible entre ces facteurs et la demande de monnaie, tandis que dans les PED, des éléments tels que l'inflation, l'instabilité économique et la confiance dans le système financier sont considérés comme plus prépondérants.

¹ Les chocs économiques en Afrique s'expliquent par des facteurs externes tels que les fluctuations des prix des matières premières, les crises financières mondiales et les événements climatiques extrêmes, ainsi que par des facteurs internes comme l'instabilité politique, les conflits et la mauvaise gouvernance. Ces chocs affectent gravement la production, l'emploi et la croissance économique, en particulier dans les pays à faibles capacités institutionnelles et économiques.

² La dernière dévaluation du franc CFA a eu lieu le 11 janvier 1994, lorsque sa parité avec le franc français est passée de 1 F CFA = 0,02 FF à 1 FCFA = 0,01 FF, soit une dévaluation de 50 %.

2.2.2 Les taux d'intérêt et les choix d'actifs (PD et PED)

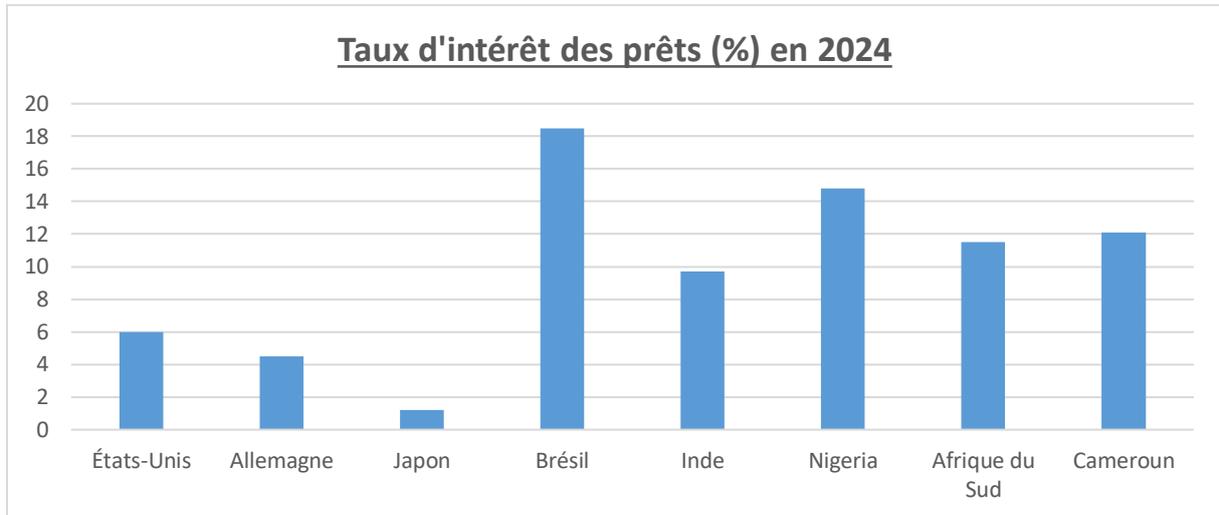
Les taux d'intérêt et les choix d'actifs sont parmi les déterminants les plus importants de la demande de monnaie, car ils modifient directement les décisions des agents économiques en matière de portefeuille d'actifs.

Ils constituent des éléments importants dans l'analyse des déterminants de la demande de monnaie, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Cependant, leur impact et la façon dont les agents économiques réagissent peuvent varier considérablement en fonction du niveau de développement économique, de l'institutionnalisation des marchés financiers et des structures économiques particulières à chaque groupe de pays. Cette différence est particulièrement pertinente en ce qui concerne les choix d'actifs alternatifs et la sensibilité à la politique monétaire.

2.2.3 Les Taux d'Intérêt et la Demande de Monnaie

Le lien entre les taux d'intérêt et la demande de monnaie a été étudié dans plusieurs modèles économiques, notamment dans le cadre de la théorie de la préférence pour la liquidité développée par Keynes. Selon Keynes, les agents économiques font face à un choix entre détenir de la monnaie (actif liquide) et investir dans des actifs à rendement fixe, comme les obligations, qui génèrent des intérêts. Lorsque les taux d'intérêt sont élevés, les rendements des actifs financiers augmentent, incitant les agents économiques à réduire leur détention de monnaie au profit de ces actifs plus rentables. À l'inverse, lorsque les taux d'intérêt sont faibles, la rentabilité des actifs alternatifs diminue, ce qui pousse les agents à maintenir davantage de monnaie dans leurs portefeuilles (Keynes, 1936).

En revanche, selon le modèle de la préférence pour la liquidité de Baumol (1952) et Tobin (1958), l'incertitude et les coûts de transaction perturbent les agents économiques dans la décision de détenir de la monnaie ou d'autres actifs. Ces modèles suggèrent que les agents économiques cherchent à équilibrer les coûts d'opportunité associés à la détention de monnaie (c'est-à-dire la perte de rendement en raison des faibles taux d'intérêt) avec les coûts de transaction et de liquidité associés à la conversion rapide d'actifs non liquides en liquidités.

Graphique1 :

Source : Banque mondiale, 2024

Ce tableau peut illustrer les disparités entre PD et PED en matière de politique monétaire et de conditions de crédit. Il est pertinent pour discuter des problèmes économiques auxquels sont confrontés les PED, tels que les coûts d'emprunt élevés qui peuvent freiner l'investissement et la croissance. Dans les pays développés, les taux d'intérêt des prêts sont généralement plus bas, reflétant une stabilité macroéconomique, une inflation maîtrisée et des politiques monétaires accommodantes. Par exemple, le Japon maintient des taux très bas pour stimuler l'investissement. Tandis que dans les pays en développement, les taux sont plus élevés, souvent en raison de risques économiques accrus, d'inflation plus élevée et de primes de risque plus importantes. Le Brésil, par exemple, affiche un taux élevé pour contenir l'inflation et attirer les investissements.

2.2.4 Les Choix d'Actifs et la Diversification

Les choix d'actifs, au-delà des simples rendements financiers, sont endoctrinés par une série de facteurs, notamment la tolérance au risque des agents économiques et la diversification de leurs portefeuilles. Selon le modèle de Tobin (1958), un agent rationnel choisira de détenir une combinaison optimale d'actifs risqués et sans risque (comme la monnaie) pour maximiser son utilité, en fonction de ses préférences pour le rendement et le risque. Ce choix est donc manipulé par les taux d'intérêt, qui affectent à la fois le rendement des actifs risqués et celui des actifs sans risque, comme les dépôts bancaires ou les obligations d'État.

Les taux d'intérêt affectent également le coût d'opportunité de détenir de la monnaie. Lorsque les rendements des actifs risqués sont attractifs, les individus peuvent être plus enclins à investir dans ces actifs plutôt que de conserver de la monnaie. Cependant, cette décision est modulée par la perception du risque et de la fragilité des marchés financiers, comme le souligne la théorie de la gestion de portefeuille de Markowitz (1952), qui recommande une diversification afin de minimiser le risque global d'un portefeuille.

Dans les pays développés, les taux d'intérêt sont fondamentaux dans les décisions des agents économiques concernant la détention de monnaie. Les économies de ces pays disposent généralement de systèmes financiers extrêmement raffinés, d'institutions bancaires robustes et de marchés de capitaux bien développés, ce qui permet une gestion plus fluide de la liquidité et une plus grande diversification des actifs financiers. Selon la théorie de la préférence pour la liquidité de Keynes (1936), les agents économiques dans ces pays sont plus sensibles aux variations des taux d'intérêt, car les rendements des actifs financiers non monétaires, comme les obligations et les actions, peuvent être très attractifs en période de taux d'intérêt bas. Dans ce contexte, une réduction des taux d'intérêt tend à augmenter la demande de monnaie liquide, les agents préférant détenir de la monnaie plutôt que de placer leur capital dans des actifs³ risqués lorsque les rendements sont faibles.

En outre, la politique monétaire des banques centrales, particulièrement dans les économies avancées, impacte directement cette dynamique. Cette politique de taux d'intérêt bas menée par la Réserve fédérale des États-Unis après la crise financière de 2008 a encouragé la recherche de rendements plus élevés par les investisseurs, ce qui a renforcé la demande de monnaie en période d'incertitude économique. Tobin (1958) et sa théorie du choix de portefeuille, qui met l'accent sur l'optimisation de la rentabilité du portefeuille en fonction du rendement des actifs risqués et sans risque, est particulièrement pertinente pour expliquer ces choix dans un environnement où les instruments financiers sont largement disponibles.

Dans les pays en développement, la relation entre les taux d'intérêt et la demande de monnaie peut différer de manière significative par rapport aux économies développées en raison de plusieurs facteurs institutionnels et structurels. Ces pays sont souvent confrontés à des marchés financiers moins développés, une moindre profondeur de liquidité et un accès limité aux instruments financiers perfectionnés. Par conséquent, la demande de monnaie peut être moins

³ Des actifs risqués sont des investissements dont les valeurs fluctuent de manière significative en raison de l'incertitude économique, financière ou de marché, comme les actions, les obligations à haut rendement ou les cryptomonnaies.

marquée par les taux d'intérêt que dans les pays développés. Dans ces contextes, la préférence pour la liquidité est plus forte, et les agents économiques, surtout dans les zones rurales ou moins bancarisées, peuvent être plus enclins à détenir de la monnaie physique plutôt que d'autres actifs.

De plus, l'inflation et l'instabilité économique peuvent être prépondérantes dans la gestion de la liquidité dans les pays en développement. Au Mali, les taux d'intérêt élevés, associés à une inflation élevée, réduisent le pouvoir d'achat et découragent l'investissement dans des actifs financiers. En conséquence, les ménages et les entreprises privilégient la détention de monnaie liquide, ce qui limite l'efficacité des politiques économiques visant à encourager l'épargne et l'investissement. La théorie de la préférence pour la liquidité, telle que décrite par Keynes, trouve une résonance particulière dans ce contexte, où l'incertitude et les risques économiques élevés rendent les actifs financiers moins attrayants (Blanchard & Johnson, 2012).

Discussion

L'étude théorique de la requête monétaire dans les économies peu bancarisées révèle une discordance partielle des modèles conventionnels pour décrire les actions monétaires dans ces situations. Effectivement, les méthodes traditionnelles, qu'il s'agisse de la théorie keynésienne (Keynes, 1936), du monétarisme (Friedman, 1956) ou de celle qui repose sur la théorie de la préférence pour la liquidité, présupposent toutes l'existence d'un système financier assez avancé où les acteurs économiques bénéficient d'un accès aisé aux services bancaires. Cependant, dans de nombreux pays africains ou en développement, le niveau de bancarisation est faible, généralement moins de 20% (Banque mondiale, 2023), et une grande part des échanges se réalise hors du système bancaire.

Cette situation modifie radicalement les facteurs traditionnels influençant la demande de monnaie. D'un côté, l'impact du revenu et de la variation des taux d'intérêt tend à s'estomper, étant donné que l'épargne est principalement informelle et montre peu de réactivité aux fluctuations des taux d'intérêt bancaires. En revanche, les rôles de transaction et de précaution de la monnaie acquièrent une importance accrue en raison de l'incertitude économique et du manque de dispositifs formels de protection (Agénor & Montiel, 2008 ; Andrianaivo & Kpodar, 2012). Dans ces situations, la monnaie fiduciaire ne se résume pas seulement à être un

instrument d'échange, elle constitue également un levier de protection sociale, particulièrement dans le cadre des échanges communautaires ou des réseaux de solidarité.

De plus, la prépondérance du secteur informel dans ces économies déforme les chiffres officiels concernant la masse monétaire et le revenu, compliquant l'établissement d'une estimation empirique fiable de la demande de monnaie. Cela nécessite une perspective plus contextuelle, englobant des facteurs tels que l'utilisation du mobile banking, l'importance des tontines et des systèmes d'épargne informels, ainsi que les indices de confiance dans le système bancaire (Kpodar & Andrianaivo, 2011). Par exemple, l'ascension du mobile money redéfinit en partie la demande de monnaie en fournissant une autre forme de bancarisation, mais son impact sur la stabilité monétaire reste ambigu selon les pays et les degrés de régulation (Demirgüç-Kunt et al., 2022).

Il est donc nécessaire que les modèles théoriques tiennent compte de ces diversités en élaborant une demande de monnaie qui repose non seulement sur des indicateurs macroéconomiques traditionnels, mais également sur des éléments institutionnels, culturels et technologiques. Une telle méthode pourrait aider à mieux saisir les processus de transmission monétaire dans les économies peu bancarisées, et à élaborer des politiques monétaires plus performantes et inclusives.

En résumé, le débat théorique met en évidence que l'analyse de la demande de monnaie dans les économies peu bancarisées ne peut se faire uniquement à partir des modèles conventionnels. Cela requiert une modification des modèles existants, en prenant en compte les particularités locales et les changements en cours, y compris la croissance des services financiers numériques, le rôle crucial du secteur informel et la défiance envers les institutions financières officielles.

Conclusion

L'analyse théorique de la demande de monnaie dans les économies à faible bancarisation révèle la nécessité d'adapter les modèles classiques aux réalités spécifiques de ces contextes. En effet, la faible inclusion financière, la prédominance du secteur informel, la préférence pour la monnaie fiduciaire et la faible sensibilité aux taux d'intérêt limitent la portée explicative des approches traditionnelles telles que celles de Keynes (1936), Friedman (1956) ou Baumol-Tobin. Dans ces environnements, les comportements monétaires sont davantage guidés par des considérations de sécurité, d'opportunité transactionnelle, et de pratiques communautaires, que par les seuls paramètres macroéconomiques standards.

Il en résulte que l'élaboration des politiques monétaires efficaces dans ces économies nécessite une compréhension approfondie des déterminants alternatifs de la demande de monnaie. Cela implique notamment de considérer l'importance des instruments informels d'épargne, l'émergence des solutions numériques comme le mobile money, et les dimensions socioculturelles qui influencent la détention de liquidités (Andrianaivo & Kpodar, 2012 ; Demirgüç-Kunt et al., 2022).

Par ailleurs, l'intégration de variables institutionnelles et technologiques dans la modélisation théorique apparaît indispensable pour mieux anticiper les dynamiques monétaires dans ces pays. Une approche hybride combinant les apports des théories traditionnelles avec des éléments contextuels permettrait de mieux comprendre les comportements monétaires des agents économiques dans les économies faiblement bancarisées (Agénor & Montiel, 2008 ; Kpodar & Andrianaivo, 2011).

En somme, une relecture critique et contextuelle de la demande de monnaie s'impose pour répondre aux défis spécifiques des économies à faible bancarisation. Cela ouvre également la voie à de nouvelles perspectives de recherche sur les liens entre inclusion financière, stabilité monétaire et développement économique dans les pays en développement.

Bibliographie

Agénor, P.-R., & Montiel, P. J. (2008). *Development Macroeconomics* (3rd ed.). Princeton University Press.

Andrianaivo, M., & Kpodar, K. (2012). Mobile Phones, Financial Inclusion, and Growth. *Review of Economics and Institutions*, 3(2), 30–50.

Baumol, W. J. (1952). The Transactions Demand for Cash: An Inventory Theoretic Approach. *Quarterly Journal of Economics*, 66(4), 545–556.

Banque mondiale. (2023). *Global Findex Database 2021: Financial Inclusion, Digital Payments, and Resilience in the Age of COVID-19*. <https://globalfindex.worldbank.org>

Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2022). *The Global Findex Database 2021*. World Bank.

Friedman, M. (1956). The Quantity Theory of Money: A Restatement. In *Studies in the Quantity Theory of Money* (pp. 3–21). University of Chicago Press.

Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Macmillan.

Mishkin, F. S. (2019). *The Economics of Money, Banking, and Financial Markets* (12th ed.). Pearson.

Ndiaye, A. S. (2009). Demande de monnaie dans l'UEMOA : une analyse empirique. *Revue Économique*, 60(6), 1277–1297.

Kpodar, K., & Andrianaivo, M. (2011). ICT, Financial Inclusion, and Growth: Evidence from African Countries. *IMF Working Paper* WP/11/73.